# La lutte finale entre le capital et les paysans ?

lundi 15 décembre 2025, par Denis COLLIN

**La crise agricole déclenchée par l'abattage des troupeaux quand une vache est atteinte de la DNC, dans le Doubs et en Ariège, par exemple, soulève des questions plus générales. Au-delà des aspects techniques, l'abattage des troupeaux rebaptisé en novlangue bureaucratique « mesures de dépeuplement », est perçu par de nombreux paysans comme un nouveau coup pour accélérer la disparition de la paysannerie. On sait que les Yankees abattaient les bisons pour se débarrasser des Amérindiens et on a l'impression que c'est une nouvelle version de cette histoire qui se joue ici. Pour comprendre pleinement ce qui est en jeu, il faut prendre un peu de hauteur historique.**

### La loi du capital

L'histoire du capitalisme est liée, à chaque étape, à la lutte pour faire disparaître la paysannerie et la remplacer par une agriculture industrielle capitaliste. L'acte de naissance du capitalisme anglais est le vaste mouvement des *enclosures*, qui a vu les landlords clore les pâtis communaux et expulser les paysans. Dans *Le Capital*, Marx consacre à cet épisode de larges développements. Les moutons devaient remplacer les paysans et fournir la laine pour l'industrie qui commençait son envol. Plus généralement, la vieille agriculture traditionnelle doit disparaître, car là aussi la production industrielle capitaliste doit s'étendre. L'accumulation du capital est une accumulation sans cesse élargie et aucun secteur ne doit lui échapper.

Il y a un deuxième aspect à cette affaire : le profit capitaliste dépend en partie de la valeur de la force de travail : plus celle-ci baisse et plus la survaleur peut augmenter ! La journée de travail n'étant pas extensible à l'infini, le capital – dont le capitaliste n'est que le fonctionnaire – doit chercher à diminuer la part de la journée qui correspond à la compensation de la valeur de la force de travail. La nourriture de l'ouvrier étant une bonne part de cette valeur de la force de travail, faire baisser la valeur de la nourriture est une exigence impérieuse. C'est pourquoi les capitalistes industriels et leurs défenseurs comme Ricardo revendiquaient l'abrogation des *Corn Laws* (des lois protectionnistes sur les céréales) qui furent abrogées en 1846. Rien de nouveau sous le soleil : les capitalistes d'aujourd'hui sont des fervents du libre-échange et de l'importation de la nourriture au coût le plus bas.

Si la viande brésilienne convenablement dopée peut arriver en France beaucoup moins cher que le bœuf charolais lentement engraissé dans les prés, pourquoi faudrait-il s'en priver ? Puisque la viande est devenue un élément important de la nourriture des plus pauvres, les riches étant convertis au véganisme et au quinoa, des marqueurs sociaux étranges, alors faire baisser le prix de la viande devient un impératif catégorique. Comme l'abrogation des *Corn Laws*, l'accord de libre-échange avec le Mercosur doit remplir cet office.

Un autre exemple : la richesse agricole de l'Ukraine nourrit bien des convoitises américaines et européennes. Outre les avantages naturels (les fameuses terres noires), l'Ukraine a un avantage social : la collectivisation soviétique a fait table rase et préparé le terrain pour le développement de

« fermes » gigantesques. La plus grande atteint 515000 ha et produit plus de 3,5 mégatonnes de céréales et d'oléoprotéagineux. Les exploitations ukrainiennets font couramment plus de 10 000 ha. Le blé libre de droits de douane peut entrer dans les ports de l'UA à un prix à moitié du blé français… tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes libre-échangistes.

Sur le marché mondial, le paysan français est très mal placé. Il coûte trop cher. Il doit donc disparaître : *Vae victis*, disent les nouveaux chefs barbares. C'est là loi et les prophètes !

**C'est la m… !**

Les plus vieux se souviennent de ce chroniqueur de la télévision d'avant qui s'intéressait aux produits alimentaires industriels, vendus en supermarché, et qui terminait généralement sa chronique par un tonitruant « c'est la m… ». Ce qu'on appelait « la malbouffe » est très exactement cela et découle de la mise en œuvre des politiques de réduction du coût de la force de travail. Engels rapporte que la qualité du pain pour l'ouvrier anglais n'avait cessé de baisser. Pour abaisser encore le prix du pain, les boulangers avaient d'ailleurs trouvé astucieux de mélanger du plâtre ou de la craie avec la farine. Engels dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre* donne de très nombreux exemples de toutes ces marchandises frelatées. La transformation industrielle des produits alimentaires, la part croissante prise par les repas pris hors du domicile et les plats livrés à domicile font aussi partie des moyens pris aujourd'hui pour faire baisser le coût de l'alimentation.

Les comparaisons internationales sont cruelles : les Français dépensent trop pour l'alimentation. Ils sont trop attachés à leurs traditions, et dépensent pour se nourrir beaucoup plus que les Anglais ou les Américains, mais à peu près autant que les Italiens. Les Français, comme les Italiens, continuent de penser que manger est une chose séreuse. Le succès du « canon français » en témoigne : une société spécialisée dans l'organisation de grands banquets où l'on peut faire ripaille « à l'ancienne » a remporté sous ce label un franc succès. Pour la bureaucratie capitaliste, l'agriculture française est trop diversifiée, trop attachée au terroir, aux appellations, au pays… et aux paysans. Dans le vignoble, c'est la parcelle qui compte, l'orientation et le terrain. Le même cépage produit des vins différents à 500 m de distance. Comment gouverner un pays qui a 400 formages ? Comment normaliser et faire des gains de productivité dans de telles circonstances ? Normalisez-moi tout ça et on pourra engraisser le Français du populo comme on engraisse l'Américain de base. Les « cités » avec les « kebabs » montrent la voie.

**Une France sans paysans**

La disparition des paysans est programmée depuis longtemps. Les scientistes fous l'annonçaient. Parlant de la situation en l'an 2000, Marcelin Berthelot s'écriait : « Dans ce temps-là, il n'y aura plus dans le monde ni agriculture, ni pâtres, ni laboureurs : le problème de l'existence par la culture du sol aura été supprimé par la chimie ! » (Discours au banquet de la Chambre syndicale des Produits chimiques, le 5 avril 1894).

En 1965, Michel Gervais, Claude Servolin et Jean Weil publiaient aux éditions du Seuil, *Une France sans paysans*, un livre annonçant la disparition inéluctable de l'agriculture traditionnelle qui devait être remplacée par une agriculture capitaliste moderne. D'une manière ou d'une autre, toutes les réformes de la IVe et la Ve république ont concouru à réaliser cet objectif. Le nombre d'exploitations agricoles a été divisé par 4 depuis 1970 (de 1 600 000 à moins de 400 000 aujourd'hui). Mais, pendant ce temps, la surface moyenne des exploitations a été plus que multipliée par 3. (voir chiffres INSEE). Et surtout, de plus, ces exploitations agricoles ne sont plus des exploitations paysannes. Elles appartiennent à des firmes qui rachètent la terre et les fermes. Dans un reportage de France-Culture en 2022, Lucile Leclair constatait la difficulté d'accéder des chiffres concernant ce phénomène – elle parlait d'une véritable omerta. « Sous la direction de grands groupes industriels, il

n’y a plus d’agriculteurs mais des ouvriers salariés. Un groupe qui gère, c’est la disparition du savoir-faire et de l’identité des acteurs. La terre est un organe vivant et si elle est gérée à distance comme une entreprise lambda, il n’y a plus de lien et de connaissance de la terre », affirme Lucile Leclair qui poursuit : « Parmi les acheteurs, on retrouve tous types de grands groupes, de Fleury-Michon à la maison Chanel. Cette dernière, par exemple, achète jusqu’à 150 fois le prix moyen de l’hectare en France pour cultiver des fleurs pour les parfums.

Ces acquisitions sont aussi faites par des pays étrangers. En 2016, un industriel chinois avait acquis dans le Berry 1700 hectares de terres, soit 25 fois la taille moyenne d’une exploitation en France, pour cultiver des céréales afin d’alimenter sa chaîne de boulangerie en Chine. »

On comprend mieux les directives sanitaires absurdes qui poussent les éleveurs au désespoir. Elles ne sont que la partie spectaculaire d’une tendance globale vers la normalisation capitaliste de l’agriculture, puisqu’on observe les mêmes phénomènes d’éviction des paysans en Espagne, en Grèce ou en Italie.

**Le capital, c’est la mort**

Les conséquences de l’éviction des paysans et de la monopolisation croissante de la terre sont considèrables. Le capitalisme agricole développe la mécanisation et l’emploi de toutes sortes d’ingrédients chimiques, contribue à la chute de la biodiversité et s’inscrit pleinement dans cette destruction de la terre qui devrait alerter tous les mangeurs de quinoa qui veulent sauver la planète, mais qui, curieusement, restent muets devant ces destructions massives.

« Les deux tiers du territoire français ne servent à rien », m’avait dit un jour un haut fonctionnaire de l’aménagement du territoire. On y peut mettre, donc, des champs d’éoliennes ou de panneaux solaires, saloper tranquillement la campagne, à l’exception des petits pays voués au repos et à la méditation du bobo en vacances. On préservera peut-être aussi une agriculture de niche fournissant des produits « authentiques », si utiles pour apaiser les angoisses métaphysiques du progressiste moyen. Le reste du territoire pourra ainsi redevenir cette « nature sauvage » qui est le complément du « rêve américain ». Pour nourrir la masse, en attendant le « soleil vert » (voir le film du même nom), on aura recours à l’agriculture à l’ukrainienne, à l’américaine ou à la brésilienne. Ça suffira bien pour la plèbe.

Le métabolisme de l’homme et de la nature est la condition même de la vie humaine. Pour le capital, il s’agit de soumettre ce métabolisme à la possibilité de le transformer en monnaie sonnante et trébuchante, en travail mort. Le paysan est à la base de la vie et le capital produit de la mort. Voilà leur antagonisme le plus fondamental. Et voilà pourquoi, dans la logique du capital, le paysan doit disparaître. Le paysan est aussi le symbole de l’autonomie (il produti ce dont il a besoin pour se nourrir), le symbole d’indépendance, du travailleur qui n’a pas besoin de subir le commandement d’un patron, d’un chef, d’un bureaucrate… tout cela est totalement insupportable dans le monde moderne.

Significatif : aucune grande ou moins grande force politique ne prend la défense de l’agriculture paysanne. La droite et le PS en européistes fanatiques qui ont largement contribué à la situation actuelle se contentent de demander un peu de douceur dans l’euthanasie des paysans. LFI, qui ne jure que par le « nouveau peuple urbain », la « nouvelle France créolisée » et la disparition de la France rurale « rance », ne peut qu’applaudir secrétement. Le crétin absolu qu’est Ayemeric Caron incarne à merveille cet esprit du prétendu gauchisme. Le RN, devenu européiste, proteste un peu (il sait qu’il a pas mal d’électeurs dans la Coordination rurale), mais ne fera rien qui puisse fâcher ses maîtres du grand capital et salir l’image ripolinée de Bardella. Il ne reste qu’à espérer que l’insurrection paysanne vienne réveiller l’esprit de rébellion qui fut celui des Gilets jaunes.

Le 15 décembre 2025. Denis COLLIN